Le projet de loi n°6383 a pour objet de remplacer le dernier alinéa du paragraphe 2 del’article 5 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, et ceci dans le but de prévoir la possibilité de publier autrement que par voie du Mémorial, à savoir par voie de presse, d’affichage ou par voie électronique, les règlements ministériels édictés dans l’intérêt de la sécurité et de la commodité des usagers de la route et des riverains. Cette publication comme alternative à la publication au Mémorial tient à des nécessités de rapidité et de souplesse.

Il faut savoir que cette possibilité de publication alternative est déjà actuellement donnée par l’article 100 du Code de la Route, qui dispose en son paragraphe premier que *« le Ministre ayant les Travaux publics dans ses attributions et le Ministre ayant les Transports dans ses attributions peuvent ensemble prendre des mesures particulières, dans l’intérêt de la sécurité et de la commodité des usagers de la route et des riverains qui sont justifiées par l’état et la disposition des lieux sur des tronçons déterminés de la grande voirie ou de la voirie normale de l’Etat située en dehors des agglomérations. Il en est de même sur la voirie normale de l’Etat située à l’intérieur des agglomérations dans le cas d’une urgence répondant à la définition du paragraphe 3 de l’article 5 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques ou en cas de carence des autorités communales.* Ces mesures sont publiées au Mémorial, par voie de presse ou par affichage dans les communes concernées*».*

Cependant, il résulte des dispositions combinées de l’article 112 de la Constitution aux termes duquel *« aucune loi, aucun arrêté ou règlement d’administration générale ou communale n’est obligatoire qu’après avoir été publié dans la forme déterminée par la loi »* et de l’arrêté royal grand-ducal du 22 octobre 1842 réglant le mode de publication des lois que les règlements ministériels édictés conformément à l’article 100 du Code de la Route doivent être publiés au Mémorial, alors qu’aucune forme de publication dérogatoire à l’arrêté royal grand-ducal précité du 22 octobre 1842 n’est prévue par une loi, mais seulement par un règlement grand-ducal. Dans ces conditions, les mesures ministérielles visées à l’article 100 du Code de la Route ne peuvent produire leurs effets qu’après avoir été publiées au Mémorial.

Afin d’éviter que les règlements ministériels publiés par voie de presse ou par affichage ne soient sanctionnés par l’article 95 de la Constitution qui interdit au juge d’appliquer des actes réglementaires non conformes à la loi, le projet de loi sous rubrique a donc pour objet de modifier la loi modifiée du 14 février 1955 précitée, en transférant les dispositions actuelles de l’article 100 du Code de la Route à l’article 5 de la loi de 1955.